

Crise syndicale

# Politique antisociale du gouvernement et mesures de rétorsion !

*Semaine après semaine, le gouvernement poursuit sa politique antisociale. La fracture sociale prend de l'ampleur et les droits syndicaux sont bafoués. Le gouvernement de Moulaye Ould Mohamed Laghdaf ne se contente pas seulement d'ignorer les cris de détresse des masses laborieuses de la fonction publique qui battent le pavé, mais entreprend à leur encontre des mesures de rétorsion d'un autre âge à leur encontre. Rien que pour avoir participé à une grève légitime, des fonctionnaires grévistes, soumis à un pressing continu. Des lettres d'explication leur sont adressées par la tutelle ! Quand ils ne sont pas tout simplement congédiés de leurs postes ! A l'autisme d'un gouvernement qui fait la sourde oreille aux revendications légitimes de ses propres fonctionnaires, à l'indifférence d'un pouvoir qui s'évertue à ne pas regarder en face les réalités de sa politique antisociale, s'ajoute une campagne de propagande à la soviétique. La TVM se met de la partie en participant à la campagne de désinformation sur les tenants et aboutissants de la grève. Les grévistes y sont décrits comme des éléments subversifs, mécontents des largesses d'un gouvernement qui veille au bonheur de la masse laborieuse ! **Page.3***



# Politique antisociale du gouvernement et mesures de rétorsion !

*Semaine après semaine, le gouvernement poursuit sa politique antisociale. La fracture sociale prend de l'ampleur et les droits syndicaux sont bafoués. Le gouvernement de Moulaye Ould Mohamed Laghdaf ne se contente pas seulement d'ignorer les cris de détresse des masses laborieuses de la fonction publique qui battent le pavé, mais entreprend à leur encontre des mesures de rétorsion d'un autre âge à leur encontre. Rien que pour avoir participé à une grève légitime, des fonctionnaires grévistes, soumis à un pressing continu. Des lettres d'explication leur sont adressées par la tutelle ! Quand ils ne sont pas tout simplement congédiés de leurs postes ! A l'autisme d'un gouvernement qui fait la sourde oreille aux revendications légitimes de ses propres fonctionnaires, à l'indifférence d'un pouvoir qui s'évertue à ne pas regarder en face les réalités de sa politique antisociale, s'ajoute une campagne de propagande à la soviétique. La TVM se met de la partie en participant à la campagne de désinformation sur les tenants et aboutissants de la grève. Les grévistes y sont décrits comme des éléments subversifs, mécontents des largesses d'un gouvernement qui veille au bonheur de la masse laborieuse !*

Après la contre-réforme du régime des allocations de transport et de logement, à l'origine de la grogne syndicale, le gouvernement s'avise de biffer quelques 5.000 fonctionnaires au terme d'un recensement fantaisiste entaché d'erreurs. Pour se donner bonne conscience, les salaires d'une minorité seront rétablis. Les autres multiplient les actions pour faire entendre leurs voix : réclamation et protestations auprès des services intéressés, sit-in, manifestations. Lassés de tant d'indifférence de la part des pouvoirs publics qui arguent des pesanteurs bureaucratiques, les fonctionnaires "suspendus" menacent de faire grève. Du coup, les rangs des contestataires se gonflent. Ils rejoignent sur le

pavé le gros des effectifs de la fonction publique. Décrié pour ses mesures impopulaires qui aggravent le problème au lieu de le résoudre, le gouvernement de Moulaye Ould Mohamed Laghdaf n'en finit pas de faire les frais de sa politique antisociale.

## Le Gouvernement poursuit sa politique antisociale

Le nouveau régime d'allocations de primes de transport et de logements, loin de juguler la crise, l'amplifie. Parallèle au grade, il prive des dizaines de milliers de fonctionnaires subalternes, qui constituent le gros des effectifs, les appauvrit davantage en les maintenant dans une situation déjà précaire (avec moins de 10.000 UM pour le logement et



3.000 UM pour le transport). Le gouvernement Laghdaf déroge à la règle : pas de négociation avec les syndicats dans le secteur public, c'est le blocage total. Il s'entête à mettre en œuvre des dispositions défavorables aux travailleurs, sans leur avis, avec pour seuls arguments l'autorité, la sédition et la démagogie. La grève couve toujours. Le chômage continue d'augmenter, avec la suspension de milliers de fonctionnaires. A tel point que le fameux recensement, visant à mettre à jour les effectifs de la fonction publique, prend les allures de licenciements collectifs, sans aucun plan de licenciement, sans le moindre plan social et mesures d'accompagnement.

## Quelle feuille de route pour le gouvernement ?

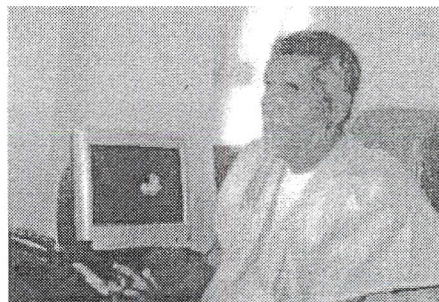
Après les grèves de mars, le gouvernement s'apprête à rejouer le même scénario en matière : indifférence et représailles. La "feuille de route" du gouvernement va à contre-sens des belles promesses électorales de Mohamed Ould Abdel Aziz. Lequel, en prenant fait et cause pour son gouvernement qui se trouve dans la tourmente, persiste et signe : le gouvernement lui donne satisfaction. Autrement dit, le gouvernement s'identifie à

Aziz et vice-versa. Edifiant ! Après la grève des 15-16 et 17 mars, les syndicats, tout en décidant de relancer des mobilisations, n'ont pas encore fixé de préavis de grève et le gouvernement en a largement profité. Comme le grève n'a pas abouti à la satisfaction des revendications syndicales – par la faute du gouvernement qui fait la sourde oreille et ferme les yeux – le gouvernement fait croire à son échec. Il mobilise les médias publics, invite les syndicats qui lui sont acquis et mène une campagne de représailles contre les grévistes.

## Une grève perpétuelle

Mais, l'ardeur syndicale, loin de faiblir, s'amplifie. Plusieurs secteurs menacent d'engager des actions : éducation, santé, justice, étudiants. L'équinoxe de mars, qui annonce chaque année le printemps (entre 20 et le 22 mars), ne sera pas synonyme de retour du gouvernement à de meilleurs sentiments à l'égard de la masse laborieuse. Loin de là. Les centrales syndicales, malgré le blocage gouvernemental, poursuivent depuis le printemps 2010 leur lutte contre la politique antisociale du gouvernement.

La diversité des mobilisations (syndicats, fonctionnaires suspendus, grogne des étudiants déboutés par la commis-



sion d'octroi des bourses et contre l'arabisation) montre que le Gouvernement rencontre de plus en plus d'opposition à sa politique antisociale. Le dossier des allocations et des salaires va être un enjeu fondamental dans les semaines qui viennent. Cette question concerne tous les salariés, du public comme du privé. Au-delà, c'est un enjeu de société.

## Que veut le Gouvernement ?

Voulons-nous une société basée sur la solidarité et le fait que fonctionnaire puisse être rémunéré gratifiée suivant les réalités des coûts du logement et du transport ? Ou au contraire, une société basée sur les inégalités, notamment dans l'accès au logement ou au transport, deux droits fondamentaux ? Le gouvernement, en tournant le dos à la masse laborieuse des fonctionnaires du public, ne fait pas mystère de son choix. Peu lui chaut que le monde syndical batte le pavé, que la rue tremble, que la scène sociale explose. Ce faisant, son message est clair. Ceux qui ont un emploi, même précaire, doivent se sentir privilégiés, d'après le discours officiel et, effectivement, nombre de travailleurs ont pour seule perspective le maintien à un poste de travail et cela en attendant des

jours meilleurs qu'ils ne connaîtront qu'en rêve.

## Autisme social

Comment se comporte le pouvoir officiellement face au mouvement social ? Le pouvoir n'admet même pas les discussions avec les organisations syndicales au sujet de questions basiques (salaires, indemnités), ne serait-ce que pour se donner une apparence de gestion démocratique des conflits sociaux, pour ne pas se couper entièrement de la base sociale. Au contraire, il oppose au monde social l'argument d'autorité, de sédition, la répression et les représailles, le pourrissement, l'autoritarisme. C'est pourquoi la tripartite (réunion regroupant les syndicats, le patronat et le gouvernement) est le lieu idéal, pour le pouvoir, de tenter de désamorcer les conflits provoqués la politique antisociale.

Pour les autres acteurs (ménages, opposition) le pouvoir utilise le même mode de gestion. Car dans un contexte où les difficultés se répètent (terrorisme, reconstruction du pays), les revendications sociales peuvent apparaître comme secondaires. La Mauritanie traverse un contexte de crise aiguë, de recul de la démocratie, de déni de droit, rendant difficile le redécoupage.